

**LA FRANCE, L'EUROPE OCCIDENTALE ET LA PALESTINE  
1917-1948**

29-30 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1999

Organisé par le Centre de recherche français de Jérusalem, le colloque LA FRANCE, L'EUROPE OCCIDENTALE ET LA PALESTINE, 1917-1948 a renforcé l'impression dégagée lors de la rencontre de 1998 (v. *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, n° 3, automne 1998, pp. 91-94) : au-delà de points en apparence connus, les champs d'analyses inexplorés restent vastes. C'est ce que les interventions d'un grand nombre de participants, conférenciers et public, venus de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Israël, ou des territoires palestiniens a permis de constater.

Après une introduction de Dominique Bourel, en présence de Monsieur l'Ambassadeur François Nicoulaud, Directeur général de la DGCID, M. Denis Pietton, Consul Général de France à Jérusalem, souligne l'importance d'une telle rencontre à ses yeux : non seulement comme nouveau venu à Jérusalem, mais aussi comme diplomate qui regrette la faiblesse de l'échange entre personnes de son métier et historiens.

En ouverture de la première matinée, consacrée à **L'empreinte de la puissance mandataire : Urbanisme, architecture, culture**, Yehoshua Ben Arie (Université hébraïque de Jérusalem) rappelle les « Stages in the Development of the City of Jerusalem during the British Mandate ». À ce titre, il précise la densité de cette période, passage rapide et radical au développement, après la léthargie ottomane. Il insiste sur le rôle des Anglais, Herbert Samuel, premier Haut-commissaire, et Ronald Storrs, premier gouverneur de Jérusalem, les autres puissances étrangères étant largement en retrait par rapport à l'époque précédente ; sans oublier les populations locales, Juifs et Arabes, qui contribuent grandement au changement de l'image de la ville. Pour illustrer ce propos, Ron Fuchs (Technion, Haïfa) évoque la personne de « William Harvey in Palestine 1908-1938 ». Il insiste sur la pose paternaliste et colonialiste anglaise dans la conduite du développement de la ville : fort d'observations antérieures, Harvey envoie ainsi de Londres des recommandations pour la restauration du St Sépulcre, sans se soucier des communautés religieuses qui y ont normalement la haute main. Par tout cela, la Grande-Bretagne essaie de renforcer sa propre image, inventée après la prise de Jérusalem, en décembre 1917. Mais cela découle sur un échec, comme le souligne Eitan

Bar Yosef (Université d'Oxford, « The Last Crusade? British Propaganda and the Staging of the Palestine Campaign, 1917-18 »), qui souligne l'artifice de la mise en scène et montre que l'on pense plus à la mère-patrie qu'à la Terre sainte.

Dans son intervention qui inaugure l'après-midi consacré au développement matériel et à l'ordre politico-juridique, Gideon Biger (Université de Tel Aviv, « The British Contribution to the Development of Palestine ») se fixe pour but de délimiter les motifs des activités britanniques en Palestine. Il focalise son attention sur Jérusalem, capitale de la Palestine, région à développer au nom du mandat reçu de la SDN, activité non dénuée de touches colonialistes. Un autre exemple de cette modernisation est ensuite donné par Yossi Ben Arzi (Université de Haïfa), avec « The Development of Haifa During the Mandate Period: Conflicts and Cooperation Patterns in a Mixed City ». Selon lui, cette ville est le meilleur reflet du développement urbain dans la période mandataire. Il relève aussi que les Britanniques ne sont pas dénués d'arrière-pensées : développer Haïfa, c'est songer à un *hinterland* comprenant le pipe-line irakien et ses débouchés. Juifs et Arabes considèrent également la ville comme un pôle majeur de leur propre développement, ce qui ne donne que plus de poids aux développements tragiques de la fin de la période. Dans son intervention, Benny Shadmy (Jérusalem, « The City and the People: Who is in Charge ? – Considering the Development of Jerusalem during the British Mandate (1917-1948) ») complète cette image en indiquant qu'en matière de planification urbaine, la période mandataire est celle du passage du néant à un grand dynamisme, une politique dont on retrouve des traces importantes aujourd'hui.

Dans les tentatives d'imposer une marque à la région, le développement des infrastructures n'est pas le seul instrument. C'est ainsi que Assaf Likhovski (Université de Tel Aviv) indique dans son intervention « Law as the Site of Cultural Conflict in Mandatory Palestine » que le droit est un moyen d'imposer une identité culturelle : à ce titre les Anglais arrivent avec un schéma pré-établi, tandis que les Juifs développent en parallèle une école légale, qui s'intègre dans leur propre souci national. Dans ce domaine aussi des marques sont aujourd'hui perceptibles.

La journée du 30 novembre 1999 aborde **La présence d'influence des autres Puissances : continuité ou rupture ? Religion, culture, images et représentations**. Dans son intervention « Les sources de l'histoire de la Palestine, 1917-1948, conservées au Centre des Archives diplomatiques de Nantes », Bruno Ricard (Centre des Archives diplomatiques de Nantes) procède à un rappel méthodologique, en insistant sur l'importance des archives dans le travail de l'historien ; en même temps il montre l'immensité de la tâche préalable à la consultation des documents, avec des fonds en perpétuelle croissance, au fur et à

mesure de leur rapatriement. Ce sont ces papiers qui, en partie, m'ont permis de procéder à l'étude de « L'ambition culturelle française en Palestine dans l'entre-deux-guerres ». La période offre la particularité d'une France qui adapte radicalement sa politique aux circonstances du temps, avec ouverture d'une politique auparavant purement religieuse à une population en pleine expansion, la communauté juive. Les soubresauts que j'ai pu observer se retrouvent dans l'exposé de Catherine Nicault (Université de Poitiers), « L'association France-Palestine : ambitions et destinée d'un groupe d'influence sioniste dans la France de l'entre-deux-guerres » : où de belles idées n'aboutissent le plus souvent pas, ce qui accentue la « rencontre manquée » que l'intervenant avait décrite plus tôt. Quant à lui, dans une présentation très vivante, Dominique Jarrassé (Université de Bordeaux, « Visions françaises de la Palestine de l'entre-deux-guerres : orientalisme, art colonial et sionisme ») plaque des images sur les concepts énoncés dans les deux exposés précédents : certains artistes intéressés par la Palestine restent engoncés dans des vues parfaitement conformistes et s'alignent sur l'art colonial.

Paolo Pieraccini (Université de Florence), aborde ensuite « Le Patriarcat latin de Jérusalem et la France, 1918-1940 » pour montrer que dans une période où la France est très soucieuse de défendre ses acquis catholiques, elle a du mal à accepter un Patriarche qui lui semble faire le jeu de l'Italie (mais est en fait surtout catholique). De son côté, Sarah Kohav (Tel Aviv), traite, avec « Messianic Christian Zionism and the Balfour Declaration : The Advent Testimony Movement », de la mise en parallèle d'une révolution du statut de la Terre sainte et de la prévision de temps nouveaux, mouvement qui n'a pas de véritable impact sur la politique anglaise. Dans tous les cas, c'est une situation inédite qui s'instaure dans la période mandataire, suscitant la curiosité, voire la sympathie, de dirigeants européens. C'est ainsi que Yeshayahu Jelinek (Beer Sheva) évoque la « Visit of a Friend: the Czechoslovakian President Thomas G. Masaryk in the Holy Land, April 1927 ». Première personnalité d'un tel rang à passer en Palestine, il se penche sur tous les aspects de la région, en s'intéressant particulièrement aux développements sionistes. Humaniste, il encourage cette expérience ; chrétien, il en dénonce la facette communisante. Enfin, cette journée passée à établir les points de vue sur la Terre sainte se termine par une description du « développement culturel en Palestine pendant la période mandataire » par Qustandi Shomali (Université de Bethléem) : dressant l'inventaire des champs d'expression de la culture arabe, l'intervenant souligne que cette période, malgré les restrictions, est bien une phase de réveil et de développement.

La dernière demi-journée est consacrée à l'**Accélération de l'histoire : la fin de la période mandataire**. Henry Laurens (INALCO, Paris) présente une recherche en cours sur « La France et le Mufti de Jérusalem

1945-1951 ». Le Mufti est alors une personne peu désirable aux yeux de Paris, permettant néanmoins de gêner quelque peu la Grande-Bretagne et les sionistes. H. Laurens place son intervention dans la lignée des instrumentalisation réciproques effectuées par le passé : c'est un dialogue qui n'est pas de dupes, et rien de constructif ne peut aboutir de ce lien éphémère. Alors que la France est en quête d'une solution qui lui permette de préserver, voire de retrouver son statut ancien : comme le montre Tsilla Hershco (Yad Tabenkin), les institutions catholiques françaises ont été, et sont encore, « A Major Factor in French Policy towards the Question of Palestine », sources d'hésitations pour les options françaises en ce qui concerne le sort de Jérusalem. Le destin de la Palestine en général est au centre des réflexions internationales, comme l'indique Dan Bitan (Fondation CRB, Jérusalem). Le titre de sa communication, « The 1947 Partition Plan: a Confederation Controlled by the West? », souligne sa remise en cause de l'appellation passée à l'histoire : plutôt que d'une partition, il faut parler d'une confédération qui puisse être supervisée par l'Occident. L'absence de consultation de toutes les parties lors du règlement du sort de la Palestine est mise en exergue de manière très crue par Ilan Pappé (Université de Haïfa) lorsqu'il traite de « Dividing the Mandatory Spoils: Palestine without the Palestinians ». De ce point de vue, en 1947-48, tout est réglé par avance : c'est une consultation entre les Hachémites et les Juifs, qui ne laisse aucune part aux Palestiniens. Affirmation qui ne peut que mener à un vif échange de vues.

La discussion qui conclut cette intervention, en même temps que le colloque, met en évidence, une fois de plus, l'âpreté des débats, comme l'intérêt qu'il y aurait à entendre des points de vue différents sur un même événement. Trace à suivre pour de futures réflexions.

Dominique Trimbur  
CRFJ